

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 octobre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Première Commission

Point 97 de l'ordre du jour

Désarmement général et complet

**Lettre datée du 12 octobre 2005, adressée
au Président de la Première Commission
par le Représentant permanent du Kazakhstan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint (voir annexe) le texte de la déclaration de Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, au colloque international sur le thème « Kazakhstan : consolidation de la collaboration internationale en faveur de la paix et de la stabilité », tenu le 8 octobre 2005 à Oust-Kamenogorsk (Kazakhstan).

La République du Kazakhstan ayant accueilli ce colloque, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de la Première Commission de l'Assemblée générale, au titre du point 97 de l'ordre du jour.

(Signé) Yerzhan Kh. **Kazykhanov**



**Annexe à la lettre datée du 12 octobre 2005
adressée au Président de la Première Commission
par le Représentant permanent du Kazakhstan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Déclaration du Président de la République
du Kazakhstan au colloque international sur le thème
« Kazakhstan : consolidation de la collaboration internationale
en faveur de la paix et de la stabilité »**

Je suis heureux d'accueillir un aréopage aussi distingué sur la terre hospitalière du Kazakhstan! Notre république, et son secteur oriental où nous nous trouvons actuellement, sont dans le rapport le plus direct avec le thème de notre colloque international. Qu'il ait lieu justement ici me semble traduire la reconnaissance du rôle joué par le Kazakhstan pour la non-prolifération dans la lutte pour la sécurité et le développement économique viable.

Nous avons pu aujourd'hui visiter des entreprises de l'industrie nucléaire d'Oust-Kamenogorsk. C'est non loin d'ici, près de Semipalatinsk, que fonctionnait naguère encore l'un des plus grands polygones d'essais nucléaires du monde.

Durant le demi-siècle d'existence du polygone, plus de 450 explosions atomiques et nucléaires y ont eu lieu! C'est pourquoi les citoyens du Kazakhstan connaissent mieux que qui que ce soit les conséquences effroyables des essais nucléaires. Ce ne sont pas seulement les témoins involontaires de ces essais qui continuent à en souffrir à l'heure actuelle, mais aussi leurs enfants et petits-enfants.

On a là l'une des pages complexes et tragiques de l'histoire du Kazakhstan. Parallèlement à la fermeture définitive du polygone d'essais nucléaires, notre gouvernement a décidé aussi de renoncer à détenir cette arme mortelle.

Après la dislocation de l'URSS, il restait sur notre territoire un nombre important d'armes nucléaires, de ces missiles stratégiques équipés d'ogives à fragmentation qui avaient reçu en Occident le sinistre sobriquet « Satan », et des bombardiers à longue portée avec leurs munitions atomiques et nucléaires. Cet arsenal létal était à ce moment-là au quatrième rang mondial pour la puissance.

Il y avait au total au Kazakhstan à cette époque 148 rampes de lancement depuis le sol de missiles balistiques intercontinentaux. Sur ces rampes se trouvaient exactement 104 missiles balistiques intercontinentaux, équipés chacun d'une tête nucléaire. La charge était de 7,6 tonnes, et le rayon d'action proche de 12 000 kilomètres.

C'est là que, pour la première fois au monde, le Kazakhstan a pris la décision de renoncer volontairement à tout cet effrayant arsenal. Ce choix a été opéré en toute connaissance de cause, dicté au premier chef par le fait que ce n'est pas par oui-dire que le peuple du Kazakhstan connaît les conséquences effroyables des essais d'armes atomiques.

La décision de renoncer à l'arsenal nucléaire a déterminé la stratégie mise en œuvre ensuite par le Kazakhstan en matière de sécurité mondiale.

Nous avons reçu l'appui des pays du « club nucléaire » : les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, en vertu d'un accord signé par leurs dirigeants.

Le 5 décembre 1995, les gouvernements ont signé à Budapest un accord garantissant la sécurité et l'intégrité du territoire kazakh en réponse à notre renonciation à l'arme nucléaire. Par la suite y ont adhéré la Chine et la France.

On pourrait dire de façon imagée que depuis lors le Kazakhstan est devenu un épicode de paix, l'endroit où, pour la première fois de l'histoire, des gens qui disposaient d'une force de destruction y ont renoncé de leur plein gré. Vous vous souviendrez que j'ai écrit un livre qui portait ce titre.

Nous avons manifesté concrètement par cette décision notre volonté de vivre en paix, amicalement et en bon voisinage avec tous les pays et tous les peuples. Il faut y voir à mon avis une contribution digne du Kazakhstan indépendant au renforcement de la stabilité et de la sécurité sur terre.

Parallèlement, le Kazakhstan a attiré vers son économie des investissements des plus importants, et a obtenu la possibilité de consacrer ses ressources au bien-être de sa population. Dans l'espace postsoviétique, il est en tête pour les réformes économiques et politiques. La croissance économique, de 9 à 10 % annuels, connaît un des rythmes les plus rapides du monde.

Le Kazakhstan est à l'heure actuelle un tenant systématique du désarmement et de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme international.

Un système durable de sécurité mondiale est actuellement l'un des éléments cruciaux de la stabilité du monde contemporain.

Le niveau élevé de développement de la science et de la technique, les bases de données accessibles pour toutes les disciplines ou presque, la baisse sensible des prix des technologies industrielles – tous ces éléments devraient jouer pour le bien de l'humanité. Malheureusement, le progrès ouvre des possibilités nouvelles, non seulement de développement pacifique, mais aussi de résistance. Aussi le système mondial de sécurité doit-il se perfectionner constamment, sans prendre de retard sur le développement technologique.

Un contrôle strict des armes et des matières et technologies particulièrement dangereuses est un élément clef de la non-prolifération, et le fondement même de tout système de sécurité. Contrecarrer à l'échelle mondiale la prolifération tant des armes que de leurs éléments est une manière efficace de faire échec au terrorisme et aux velléités d'agression.

Le plus grand programme international de développement des systèmes de non-prolifération est le Programme de réduction de la menace par la coopération, connu dans les années 1993-1995 sous le nom de « programme Nunn-Lugar », du nom des deux sénateurs des États-Unis qui en ont pris l'initiative.

Le programme Nunn-Lugar a eu d'abord pour objectif de réduire la menace à la sécurité pour les États-Unis mêmes mais, au fil du temps, il s'est transformé en stratégie de coopération internationale avec la participation de nombreux autres pays.

Chaque phase nouvelle de ce programme en élargit la portée, accroît la complexité des tâches et le nombre des participants. Les activités relevant du

Programme de réduction de la menace par la coopération qui ont lieu au Kazakhstan démontrent clairement toutes ces caractéristiques.

Il suffit de se rappeler des événements historiques récents : en 1992, alors qu'il se trouve dans une situation socioéconomique assez difficile, le Kazakhstan, à la suite de la dislocation de l'URSS, devient le quatrième détenteur mondial d'armes nucléaires.

La tentation de conserver ces armes a été forte. C'est ce que nous conseillaient aussi certains pays « amis ». À l'intérieur du pays aussi, il y avait des groupes de gens connus qui voyaient une erreur dans le renoncement à l'arme nucléaire.

Mais aucune difficulté n'a entamé notre décision de principe de déclarer le Kazakhstan pays exempt d'armes nucléaires. Ce choix historique a déterminé la stratégie mise en œuvre ensuite par notre pays en matière de sécurité mondiale.

La ligne directrice de notre politique est depuis lors le développement des régimes de non-prolifération.

Ainsi donc, les objectifs du Kazakhstan et ceux des États-Unis, pour la non-prolifération comme pour la réduction du risque d'utilisation d'armes de destruction massive, ont coïncidé dès les premières étapes du Programme.

L'automne 2000 a marqué comme une étape dans la réalisation du Programme. C'est le moment où a été mené à bonne fin le programme quinquennal de démantèlement des infrastructures de l'arme nucléaire sur le polygone de Semipalatinsk.

Des documents ont été signés relativement aux nouvelles orientations de l'action commune contre la prolifération des matières particulièrement dangereuses et des technologies à double usage. On a pu ainsi entamer le travail sur le stockage sans risque des matières nucléaires du réacteur kazakh BN-350 et sur son retrait du service.

Il s'agissait de stocker près de 2 900 kilogrammes de combustible nucléaire, dont de l'uranium fortement enrichi, dans des conditions excluant complètement tout risque d'utilisation illicite.

En 2001, le sénateur Sam Nunn et le Président de l'Initiative relative à la menace nucléaire, Charles Curtis, ont proposé leur concours au Gouvernement kazakh pour la solution de ce problème. Des équipes techniques des deux parties ont élaboré un projet intitulé Transport et transformation sans risque du combustible « frais » hautement enrichi du réacteur BN-350 en matières nucléaires faiblement enrichies.

L'objectif principal du projet était de renforcer la sécurité mondiale en réduisant le risque d'utilisation d'armes de destruction massive.

Je constate avec plaisir aujourd'hui que le projet est parvenu à sa phase finale.

L'Initiative relative à la menace nucléaire s'est chargée d'en financer toutes les étapes, en contrôlant et en expertisant l'exécution.

Les entreprises kazakhes ont mené à bien les tâches qui leur étaient confiées.

Faisant le bilan de cette activité, je tiens à observer que le principal moyen de faire échec à la prolifération des matières nucléaires, chimiques et biologiques

particulièrement dangereuses a été, et reste, un système fiable de comptabilité, de contrôle et de protection physique de ces matières. Ces dernières années, les États-Unis ont refondu entièrement leur système de sécurité et ont offert d'aider les pays membres de la Communauté d'États indépendants à développer leur propre système.

Un système de sécurité moderne doit exclure entièrement l'accès illicite ou la prolifération des matières dans les situations d'urgence. C'est le but que poursuivent les projets de l'Initiative visant à renforcer la protection physique des matières particulièrement dangereuses et à en empêcher la prolifération exécutés au Kazakhstan.

Mais dans les cas où la chose est possible, la manière la plus sûre et la plus rentable d'éliminer la menace de prolifération de ces matières consiste à les transformer de manière à exclure toute utilisation militaire. Les réacteurs à neutrons rapides sont utilisés dans l'industrie depuis plus de 40 ans. Cela signifie que les problèmes dont procède l'apparition du projet qui nous occupe ne pourront que se multiplier à l'avenir.

Le projet kazakh et la technique utile de transformation de l'uranium hautement enrichi en uranium faiblement enrichi peuvent offrir un bon exemple pour l'élaboration de projets et de programmes analogues dans d'autres régions et d'autres pays. La partie kazakhe est prête à diffuser activement cette expérience, et à concourir et participer autant qu'elle le pourra à la réalisation de ces projets.

Nous espérons que notre exemple sera bénéfique pour d'autres pays. Nous avons vu ces dernières années que les accords de contrôle, de non-prolifération et de non-acquisition de matières nucléaires conclus dans le cadre des Nations Unies n'ont pas connu le succès. Nos voisins, le Pakistan et l'Inde, sont devenus des États dotés d'armes nucléaires. Cela manifeste dans le monde la nécessité de prendre des décisions tout à fait autres que celles qui l'ont été. Disant que l'arme nucléaire ne doit pas être mise au point par d'autres pays, qu'il ne faut pas qu'elle prolifère, les États nucléaires eux-mêmes, surtout les plus grands – les États-Unis, la Russie, d'autres encore – doivent montrer l'exemple en réduisant eux-mêmes l'arsenal nucléaire dont ils disposent.

La situation découlant des accords en place est la suivante : certains sont autorisés à avoir des armes et à les perfectionner, à d'autres il est interdit d'en avoir, et même de les mettre au point. Cette situation n'est pas juste, elle manque d'équilibre et d'honnêteté. En ces temps de mondialisation, il faudrait à mon avis revoir cet accord dans le cadre des Nations Unies, pour l'orienter plus vers des activités à l'échelle mondiale, vers la responsabilité de tous les pays, surtout des États nucléaires, pour une réduction des armes nucléaires et l'élimination graduelle des arsenaux nucléaires.

Nous estimons que les mesures que nous avons prises ces 10 dernières années représentent une nouvelle contribution importante au maintien de la stabilité et de la sécurité dans le monde entier. La République du Kazakhstan et sa population pluriethnique réaffirment leur choix historique du statut d'État exempt d'armes nucléaires, et appellent les autres pays à suivre leur exemple.